

Après en avoir délibéré,
Arrête :

Article 1^{er}. Les dispositions de l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune et des ordonnances des 8 décembre 1994 et 5 juin 2008 portant modification de l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune sont coordonnées conformément au texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. La coordination porte l'intitulé suivant : "Ordonnances relatives au Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune, coordonnées le 19 février 2009".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2009.

Art. 4. Les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de santé, et les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de l'aide aux personnes, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 février 2009.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,
compétents pour la politique de Santé,
B. CEREXHE

Les Membres du Collège réuni,
compétents pour la politique d'Aide aux personnes,
E. HUYTEBROECK

Annexe

Ordonnances relatives au Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune, coordonnées le 19 février 2009

CHAPITRE I^{er}. — Disposition préliminaire

Article 1^{er}. — (1) La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 2. — (2) Il est créé auprès de la Commission communautaire commune un "Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes", comprenant une "Commission de la santé" et une "Commission de l'aide aux personnes".

Art. 3. — (3) A la demande de l'Assemblée réunie, chaque commission, section ou bureau prévu par la présente ordonnance a pour mission de donner son avis sur tout projet ou toute proposition d'ordonnance qui concerne, en tout ou en partie, une matière relevant de ses missions consultatives.

CHAPITRE III. — Commission de la santé

Section I^e. — Composition

Art. 4. — (4) La Commission de la santé se compose d'un bureau et de quatre sections :

- 1° la section des hôpitaux, visés à l'article 2 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, ci-après dénommée "la loi";
- 2° la section de la prévention en santé;
- 3° la section des soins de santé de première ligne et des soins à domicile;
- 4° la section des institutions et services de santé mentale.

Section 2. — Missions

Art. 5. — (5) Le bureau de la Commission de la santé a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

- 1° les projets et propositions de normes relatifs à la politique de la santé;
- 2° toute question concernant les compétences de plus d'une section.

Art. 6. — (6) La section des hôpitaux a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. De bepalingen van de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de ordonnanties van 8 december 1994 en 5 juni 2008 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden gecoördineerd volgens de bij dit besluit gevoegde tekst.

Art. 2. De coördinatie heeft als opschrift : "Ordonnanties betreffende de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gecoördineerd op 19 februari 2009".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2009.

Art. 4. De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het gezondheidsbeleid, en de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 februari 2009.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
G. VANHENGEL

De Leden van het Verenigd College,
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,
P. SMET

Bijlage

Ordonnanties betreffende de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gecoördineerd op 19 februari 2009

HOOFDSTUK I. — Voorafgaande bepaling

Artikel 1. — (1) Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

Art. 2. — (2) Bij de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt een "Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg" opgericht, met een "Commissie voor gezondheidszorg" en een "Commissie voor welzijnszorg".

Art. 3. — (3) Op verzoek van de Verenigde Vergadering, heeft elke commissie, elke afdeling of elk bureau bedoeld bij deze ordonnantie tot opdracht advies uit te brengen over ontwerpen of voorstellen van ordonnantie die geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op en aangelegenheid die onder hun adviesopdrachten vallen.

HOOFDSTUK III. — Commissie voor gezondheidszorg

Afdeling 1. — Samenstelling

Art. 4. — (4) De Commissie voor gezondheidszorg bestaat uit een bureau en vier afdelingen :

- 1° de afdeling ziekenhuizen, bedoeld in artikel 2 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, hierna "de wet" genoemd;
- 2° de afdeling preventieve gezondheidszorg;
- 3° de afdeling eerstelijnsgezondheidszorg en thuiszorg;
- 4° de afdeling instellingen en diensten voor geestelijke gezondheidszorg.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 5. — (5) Het bureau van de Commissie voor gezondheidszorg heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° de ontwerpen en de voorstellen van normen betreffende het gezondheidsbeleid;
- 2° elke aangelegenheid die onder de bevoegdheid van meer dan één afdeling valt.

Art. 6. — (6) De afdeling ziekenhuizen heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° les priorités dont il faut tenir compte pour l'application des critères énumérés aux articles 23 et 24 de la loi;
- 2° la conformité de tous les travaux, visés à l'article 26 de la loi, au programme hospitalier;
- 3° l'autorisation d'appareillages et des services médicaux lourds;
- 4° l'agrément ou la prolongation de l'agrément d'un service hospitalier;
- 5° le maintien de l'agrément lorsque les normes prévues à l'article 69, 2°, de la loi ne sont pas respectées;
- 6° la fermeture d'un hôpital ou d'un service ne répondant pas aux normes visées à l'article 68 de la loi ou au programme repris aux articles 24 et 26 de la loi;
- 7° les améliorations qui peuvent être réalisées dans le domaine hospitalier.

Art. 7. – (7) La section de la prévention en santé a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

- 1° l'organisation de la prévention en santé et sa coordination avec les autres autorités publiques compétentes sur le territoire bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° la programmation, l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément et la fixation des subventions, en exécution de l'article 6, § 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé;
- 3° les améliorations qui peuvent être réalisées dans le domaine de la prévention en santé, en ce compris la prévention des risques sanitaires, notamment en collaboration avec les autres autorités publiques concernées;
- 4° l'audition instaurée par l'article 17, § 3, de l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention.

Art. 8. – (8) La section des soins de santé de première ligne et des soins à domicile a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

- 1° l'organisation des soins de santé de première ligne et leur coordination avec les autres autorités publiques compétentes sur le territoire bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° la programmation, l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément et la fixation des subventions des services de soins de santé de première ligne;
- 3° l'organisation des soins à domicile et leur coordination avec les autres autorités publiques compétentes sur le territoire bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 4° la programmation, l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément et la fixation des subventions des services de soins à domicile;
- 5° les améliorations qui peuvent être réalisées dans le domaine des soins de santé de première ligne et des soins à domicile, notamment en termes d'approche multidisciplinaire, de maintien à domicile et de répit aux familles, à l'entourage et aux aidants proches.

Art. 9. – (9) La section des institutions et services de santé mentale a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

- 1° l'agrément ou la prolongation de l'agrément des institutions et services visés aux articles 3 et 6 de la loi et par l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et services psychiatriques;
- 2° les priorités dont il faut tenir compte pour l'application des critères énumérés aux articles 23 et 24 de la loi;
- 3° la conformité de tous les travaux, visés à l'article 26 de la loi, au programme hospitalier;
- 4° la fermeture d'un hôpital ou d'un service hospitalier ne répondant pas aux normes visées à l'article 68 de la loi ou au programme repris aux articles 23 et 24 de la loi;
- 5° les améliorations qui peuvent être réalisées dans le domaine de la santé mentale;
- 6° l'agrément, la prolongation de l'agrément ou le retrait de l'agrément d'un service de santé mentale.

- 1° de prioriteiten waarmee rekening moet worden gehouden voor de toepassing van de in de artikelen 23 en 24 van de wet opgesomde criteria;
- 2° de conformiteit, met het ziekenhuisprogramma, van al de in artikel 26 van de wet bedoelde werken;
- 3° de toelating van apparatuur en zware medische diensten;
- 4° de erkenning of verlenging van erkenning van een ziekenhuisdienst;
- 5° het behoud van de erkenning wanneer aan de in artikel 69, 2°, van de wet bedoelde normen niet is voldaan;
- 6° de sluiting van een ziekenhuis of een dienst die niet voldoet aan de normen bedoeld in artikel 68 van de wet of het in de artikelen 24 en 26 van de wet opgenomen programma;
- 7° de verbeteringen die in de ziekenhuissector kunnen worden verwezenlijkt.

Art. 7. – (7) De afdeling preventieve gezondheidszorg heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° de organisatie van de preventieve gezondheidszorg en zijn coördinatie met de andere op het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bevoegde openbare overheden;
- 2° de programmering, de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning en de vaststelling van de betoelaging, in uitvoering van artikel 6, § 2, van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid;
- 3° de verbeteringen die in de sector van de preventieve gezondheidszorg kunnen worden verwezenlijkt, met inbegrip van de preventie van de gezondheidsrisico's, onder meer in samenwerking met de andere betrokken openbare overheden;
- 4° het verhoor ingesteld bij artikel 17, § 3, van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan.

Art. 8. – (8) De afdeling eerstelijnsgezondheidszorg en thuiszorg heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° de organisatie van de eerstelijnsgezondheidszorg en zijn coördinatie met de andere op het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bevoegde openbare overheden;
- 2° de programmering, de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning en de vastlegging van de betoelaging van de diensten voor eerstelijnsgezondheidszorg;
- 3° de organisatie van de thuiszorg en zijn coördinatie met de andere op het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bevoegde openbare overheden;
- 4° de programmering, de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning en de vastlegging van de subsidies van de diensten voor thuiszorg;
- 5° de verbeteringen die in de sector van de eerstelijnsgezondheidszorg en thuiszorg kunnen worden verwezenlijkt, onder meer op het vlak van een multidisciplinaire aanpak, het behoud in de thuisomgeving en de ondersteuning voor de gezinnen, de omgeving en de mantelzorg.

Art. 9. – (9) De afdeling instellingen en diensten voor geestelijke gezondheidszorg heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° de erkenning of de verlenging van de erkenning van de instellingen en diensten bedoeld in de artikelen 3 en 6 van de wet en in het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten;
- 2° de prioriteiten waarmee rekening moet worden gehouden voor de toepassing van de in de artikelen 23 en 24 van de wet opgesomde criteria;
- 3° de conformiteit, met het ziekenhuisprogramma, van al de in artikel 26 van de wet bedoelde werken;
- 4° de sluiting van een ziekenhuis of een ziekenhuisdienst die niet voldoet aan de normen bedoeld in artikel 68 van de wet of het in de artikelen 23 en 24 van de wet overgenomen programma;
- 5° de verbeteringen die in de sector geestelijke gezondheidszorg kunnen worden verwezenlijkt;
- 6° de erkenning, verlenging van de erkenning of de intrekking van de erkenning van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

CHAPITRE IV. — *Commission de l'aide aux personnes**Section I^e. — Composition*

Art. 10. — (10) La commission de l'aide aux personnes se compose d'un bureau et de quatre sections:

- 1° la section des institutions et services pour personnes âgées;
- 2° la section des institutions et services pour personnes handicapées;
- 3° la section des institutions et services de la famille;
- 4° la section des institutions et services de l'action sociale.

Section 2. — Missions

Art. 11. — (11) Le bureau de la Commission de l'aide aux personnes a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

- 1° les projets et propositions de normes relatifs à la politique de l'aide aux personnes;
- 2° toute question relevant de la compétence de plus d'une section.

Art. 12. — (12) La section des institutions et services pour personnes âgées a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

- 1° l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément des maisons de repos et des maisons de repos et de soins pour personnes âgées;
- 2° l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément d'autres types d'hébergement ou de prestation de services en faveur des personnes âgées;
- 3° les projets d'investissements de construction des institutions visées aux 1° et 2°;
- 4° les améliorations qui peuvent être réalisées dans le domaine de la politique des personnes âgées.

Art. 13. — (13) La section des institutions et services pour personnes handicapées a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

- 1° l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément des institutions par catégorie de handicap;
- 2° l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément des services pour le placement en famille et des services d'aide aux actes de la vie journalière en logement privatif;
- 3° des nouvelles catégories de handicap qui peuvent entrer en ligne de compte pour une intervention;
- 4° les interventions dans les frais déterminés par le Collège réuni, par catégorie de handicap;
- 5° les conditions de la procédure de révision dans le cas où l'état de la personne handicapée s'est modifié;
- 6° les critères et modalités selon lesquels l'intervention a lieu;
- 7° l'audition instaurée dans le cadre d'une procédure de recours, prévue par les législations en vigueur;
- 8° les améliorations qui peuvent être réalisées dans le domaine de la politique des personnes handicapées.

Art. 14. — (14) La section des institutions et services de la famille a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

- 1° l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément et la fixation des subventions aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées;
- 2° l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément et la fixation des subventions aux centres de planning;
- 3° les améliorations qui peuvent être réalisées dans le domaine de la politique familiale, notamment en termes d'approche multidisciplinaire, de maintien à domicile et de répit aux familles, à l'entourage et aux aidants proches.

Art. 15. — (15) La section des institutions et services de l'action sociale a pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Collège réuni, notamment sur :

- 1° l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément et la fixation des subventions aux centres d'aide aux personnes exerçant des missions d'accueil social;
- 2° l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément et la fixation des subventions aux centres et services pour adultes en

HOOFDSTUK IV. — *Commissie voor welzijnszorg**Afdeling 1. — Samenstelling*

Art. 10. — (10) De commissie voor welzijnszorg bestaat uit een bureau en vier afdelingen :

- 1° de afdeling instellingen en diensten voorbearden;
- 2° de afdeling instellingen en diensten voor personen met handicap;
- 3° de afdeling instellingen en diensten voor het gezin;
- 4° de afdeling instellingen en diensten voor sociale dienstverlening.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 11. — (11) Het bureau van de Commissie voor welzijnszorg heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° de ontwerpen en de voorstellen van normen betreffende het beleid in de welzijnszorg;
- 2° elke aangelegenheid die onder de bevoegdheid van meer dan één afdeling valt.

Art. 12. — (12) De afdeling instellingen en diensten voor bejaarden heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning van de rusthuizen en de rust- en verzorgingsstehuizen;
- 2° de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning van andere soorten huisvesting of dienstverlening voor bejaarden;
- 3° de investeringsprojecten voor de bouw van de in 1° en 2° vermelde instellingen;
- 4° de verbeteringen die verwezenlijkt kunnen worden in de sector van het bejaardenbeleid.

Art. 13. — (13) De afdeling instellingen en diensten voor personen met handicap heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning van de inrichtingen tehuizen per categorie van handicap;
- 2° de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning van de diensten voor opneming in gezinnen en van de diensten voor hulpverlening bij activiteiten in het dagelijkse leven in privé-woningen;
- 3° nieuwe categorieën van handicap die voor een tegemoetkoming in aanmerking kunnen komen;
- 4° de tegemoetkomingen bepaald door het Verenigd College, per categorie van handicap;
- 5° de voorwaarden van de herzieningsprocedure ingeval zich een wijziging voordoet in de toestand van de persoon met handicap;
- 6° de criteria en modaliteiten volgens welke de tegemoetkoming geschiedt;
- 7° het verhoor ingesteld in het kader van een door de vigerende wetgevingen voorziene beroepsprocedure;
- 8° de verbeteringen die in de sector van het beleid inzake personen met handicap kunnen worden verwezenlijkt.

Art. 14. — (14) De afdeling instellingen en diensten voor het gezin heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning en de vaststelling van de betoelaging van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;
- 2° de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning en de vaststelling van de betoelaging van de centra voor planning;
- 3° de verbeteringen die in de sector van het gezinsbeleid kunnen worden verwezenlijkt, onder meer op het vlak van een multidisciplinaire aanpak, het behoud in de thuisomgeving en de ondersteuning voor de gezinnen, de omgeving en de mantelzorg.

Art. 15. — (15) De afdeling instellingen en diensten voor sociale dienstverlening heeft als opdracht advies uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Verenigd College, onder meer over :

- 1° de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning en de vaststelling van de betoelaging van de centra voor algemeen welzijnswerk belast met de sociale opvang;
- 2° de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning en de vaststelling van de betoelaging van de centra en diensten

- difficulté;
- 3° les conditions d'intervention dans les frais d'entretien et de traitement des personnes atteintes de maladies sociales;
- 4° les améliorations qui peuvent être réalisées dans le domaine de la politique de l'action sociale.

CHAPITRE V. — *Coordination*

Art. 16. — (16) A la demande des Membres du Collège réuni compétents ou d'initiative, les sections, appartenant soit aux commissions, visées aux chapitres III et IV, soit à la même commission, tiennent des réunions communes, en vue de rendre des avis ou formuler des propositions permettant d'assurer la transversalité des politiques.

Les avis et propositions rendus dans les cas prévus à l'alinéa 1^{er} du présent article sont approuvés par le ou les bureaux de la ou des commissions concernées.

CHAPITRE VI. — *Les membres des Commissions*

Art. 17. — (17) Les bureaux respectifs se composent des président et vice-président des sections.

Art. 18. — (18) Chaque section des Commissions respectives se compose de membres effectifs, parmi lesquels un président et un vice-président, appartenant à des groupes linguistiques différents, et de membres suppléants.

Cependant, la section des institutions et services pour personnes âgées, visée à l'article 12, comporte un président et deux vice-présidents qui ne peuvent pas tous appartenir au même rôle linguistique.

Art. 19. — (19) § 1^{er} Les sections sont composées:

- 1° de représentants des pouvoirs organisateurs des services et/ou institutions concernés;
- 2° de représentants des personnels occupés dans les services et/ou institutions, c'est-à-dire médecins, infirmiers, assistants sociaux, aides familiales, professions paramédicales, ...;
- 3° de représentants d'utilisateurs, notamment des usagers des services et des organismes d'assurance dans le cadre de la législation sur l'assurance maladie-invalidité;
- 4° de personnes particulièrement qualifiées n'appartenant pas aux catégories visées sous 1^o à 3^o.

§ 2. Chaque fois qu'un ou plusieurs mandats sont à attribuer suite à une procédure de présentation, chaque instance chargée de présenter les candidatures est tenue de présenter, pour chaque mandat, la candidature d'au moins un homme et une femme.

Lorsqu'il est impossible de satisfaire à la condition mentionnée à l'alinéa premier, il peut y être dérogé moyennant une motivation spéciale inscrite dans le document de présentation et visée dans l'acte de nomination.

Les deux tiers au plus des membres de l'organe consultatif appartiennent au même sexe.

Art. 20. — (20) Des fonctionnaires des départements ministériels ou de services publics concernés et des représentants du Collège réuni peuvent assister aux réunions des sections et des bureaux, en qualité d'observateurs.

Art. 21. — (21) § 1^{er} Les présidents, vice-présidents, les membres effectifs et les membres suppléants du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes, ceux des bureaux et des sections, sont nommés par le Collège réuni, selon une procédure arrêté par lui.

§ 2. Le Collège réuni arrête le nombre de membres et de vice-présidents de chacune des sections et des bureaux.

Ils sont nommés pour cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

CHAPITRE VII. — *Fonctionnement*

Art. 22. — (22) Le Collège réuni arrête les règles de fonctionnement du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes.

Lorsque la demande d'avis émane du Collège réuni et que l'urgence n'est pas invoquée, la section ou le bureau compétent dispose d'un délai de deux mois pour émettre son avis. Faute d'avis dans le délai imparti, le Collège réuni est habilité à décider.

CHAPITRE VIII. — *Disposition transitoire*

Art. 23. — (23) Jusqu'à la date fixée par le Collège réuni, la section des institutions et des services de l'action sociale, visée à l'article 15, a également pour mission de donner des avis sur les demandes

pour volwassenen in moeilijkheden;

- 3° de voorwaarden van tegemoetkoming in de kosten voor onderhoud en behandeling van de personen lijdend aan sociale ziekten;
- 4° de verbeteringen die in de sector van het beleid inzake sociale dienstverlening kunnen worden verwezenlijkt.

HOOFDSTUK V. — *Coördinatie*

Art. 16. — (16) Op verzoek van de bevoegde Leden van het Verenigd College of op eigen initiatief, houden de afdelingen die ofwel tot de in de hoofdstukken III en IV bedoelde commissies ofwel tot dezelfde commissie behoren, gezamenlijke vergaderingen, met het oog adviezen uit te brengen of voorstellen te formuleren die een transversaal beleid toelaten.

De adviezen of voorstellen die in de in het eerste lid van dit artikel bedoelde gevallen worden uitgebracht, worden door het of de bureaus van de betrokken commissie goedgekeurd.

HOOFDSTUK VI. — *De leden van de Commissies*

Art. 17. — (17) De respectieve bureaus zijn samengesteld uit de voorzitter en ondervoorzitter van de afdelingen.

Art. 18. — (18) Elke afdeling van de respectieve Commissies bestaat uit gewone leden, waaronder één voorzitter en één ondervoorzitter die tot verschillende taalrollen behoren, en uit plaatsvervangende leden.

De in artikel 12 bedoelde afdeling instellingen en diensten voor bejaarden heeft echter een voorzitter en twee ondervoorzitters die niet allen tot eenzelfde taalrol kunnen behoren.

Art. 19. — (19) § 1. De afdelingen zijn samengesteld uit:

- 1° vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de betrokken diensten en/of instellingen;
- 2° vertegenwoordigers van de in de diensten en/of instellingen tewerkgestelde personeelsleden, dat wil zeggen geneesheren, verplegers, maatschappelijke assistenten, gezinshulp, paramedici, ...;
- 3° vertegenwoordigers van de verbruikers, onder meer de gebruikers van de diensten en van de verzekeringsinstellingen in het kader van de wetgeving op de ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- 4° personen met een bijzondere bekwaamheid die niet tot de in 1^o t.e.m. 3^o bedoelde categorieën behoren.

§ 2. Telkens één of meerdere mandaten ten gevolge van een voordrachtprocedure te begeven zijn, dient per mandaat door elke voordragende instantie de kandidatuur van minstens één man en één vrouw voorgedragen te worden.

Indien onmogelijk kan voldaan worden aan de voorwaarden gesteld onder het eerste lid, kan ervan afgeweken worden mits bijzondere motivering opgenomen in het voordrachtdocument en vermeld in de benoemingsakte.

Ten hoogste twee derde van de leden van de Adviesraad is van hetzelfde geslacht.

Art. 20. — (20) Ambtenaren van de betrokken ministeriële departementen of openbare diensten en vertegenwoordigers van het Verenigd College mogen als waarnemers de vergaderingen van de afdelingen en de bureaus bijwonen.

Art. 21. — (21) § 1. De voorzitters, ondervoorzitters, de vaste en plaatsvervangende leden van de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg, die van de bureaus en de afdelingen, worden benoemd door het Verenigd College, volgens een door hem vastgestelde procedure.

§ 2. Het Verenigd College bepaalt het aantal leden en ondervoorzitters van de afdelingen en bureaus.

Ze worden benoemd voor vijf jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

HOOFDSTUK VII. — *Werking*

Art. 22. — (22) Het Verenigd College beslist over de werkingsregels van de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg.

Wanneer het verzoek om een advies uitgaat van het Verenigd College en de hoogdringendheid niet wordt ingeroepen, beschikt de bevoegde afdeling of bureau over een termijn van twee maanden om zijn advies uit te brengen. Bij gebrek aan een advies binnen de gestelde termijn, kan het Verenigd College beslissen.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepaling*

Art. 23. — (23) Tot de datum bepaald door het Verenigd College, heeft de in artikel 15 bedoelde afdeling instellingen en diensten voor sociale dienstverlening eveneens als opdracht adviezen uit te brengen op de

d'intervention au Fonds spécial d'assistance encore en cours d'examen. Lorsqu'elle examine ces demandes, elle peut recourir à une enquête sociale pour vérifier les conditions relatives à l'indigence ou à une expertise médicale pour vérifier l'état mental ou physique de la personne qui fait l'objet de la demande.

La section donne ses avis sur la proposition d'un groupe de travail constitué de trois représentants de ladite section et de trois médecins proposés par les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de Santé, en fonction des spécialisations suivantes :

- 1° médecine générale;
- 2° psychiatrie;
- 3° médecine interne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 19 février 2009 portant coordination de l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune et des ordonnances des 8 décembre 1994 et 5 juin 2008 portant modification de l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,
compétents pour la politique de Santé,
B. CEREXHE

Les Membres du Collège réuni, compétents
pour la politique d'Aide aux personnes,
E. HUYTEBROECK

Notes

- (1) Ordonnances des 17 juillet 1991, 8 décembre 1994 et 5 juin 2008, article 1^{er}.
- (2) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 2, modifié par l'ordonnance du 5 juin 2008, article 2.
- (3) Ordonnance du 5 juin 2008, article 3.
- (4) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 3, modifié par l'ordonnance du 5 juin 2008, article 4.
- (5) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 4.
- (6) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 5.
- (7) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 6, remplacé par l'ordonnance du 5 juin 2008, article 5.
- (8) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 7, remplacé par l'ordonnance du 5 juin 2008, article 6.
- (9) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 8; dans la version néerlandaise, l'intitulé de l'arrêté royal du 10 juillet 1990, figurant sous le 1^o, est adapté.
- (10) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 9, remplacé par l'ordonnance du 5 juin 2008, article 7.
- (11) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 10.
- (12) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 11.
- (13) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 12, modifié par l'ordonnance du 5 juin 2008, article 8.
- (14) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 13, modifié par l'ordonnance du 8 décembre 1994, article 2, et l'ordonnance du 5 juin 2008, article 9.
- (15) Ordonnance du 5 juin 2008, article 10.
- (16) Ordonnance du 17 juillet 1991, articles 14 et 15, remplacés par l'ordonnance du 5 juin 2008, article 11.
- (17) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 16.
- (18) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 17; à l'alinéa 2, la référence à l'article 11 est remplacée par la référence à l'article 12.
- (19) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 18, modifié par l'ordonnance du 8 décembre 1994, article 3, et l'ordonnance du 5 juin 2008, article 15.
- (20) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 19; les mots "de la commission de coordination" sont omis.
- (21) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 20, modifié par l'ordonnance du 5 juin 2008, article 12.
- (22) Ordonnance du 17 juillet 1991, article 21, modifié par l'ordonnance du 5 juin 2008, article 13.
- (23) Ordonnance du 5 juin 2008, article 14.

nog hangende aanvragen tot tegemoetkoming van het Speciaal Onderstands fonds. Wanneer zij deze aanvragen behandelt, kan zij een sociaal onderzoek instellen om na te gaan of de voorwaarden betreffende de behoeftigheid zijn vervuld of een medische expertise houden om de geestestoestand en de lichaamsgeestelijheid van de aanvrager te onderzoeken.

De afdeling brengt advies uit op voorstel van een werkgroep die bestaat uit drie vertegenwoordigers van deze afdeling en uit drie geneesheren die door de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, worden voorgedragen en die gespecialiseerd zijn in één van de volgende gebieden :

- 1° algemene geneeskunde;
- 2° psychiatrie;
- 3° interne geneeskunde.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 19 februari 2009 houdende coördinatie van de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de ordonnanties van 8 december 1994 en 5 juni 2008 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
G. VANHENGEL

De Leden van het Verenigd College,
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,
P. SMET

Nota's

- (1) Ordonnanties van 17 juli 1991, 8 december 1994 en 5 juni 2008, artikel 1.
- (2) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 2, gewijzigd bij de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 2.
- (3) Ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 3.
- (4) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 3, gewijzigd bij de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 4.
- (5) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 4.
- (6) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 5.
- (7) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 6, vervangen bij de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 5.
- (8) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 7, vervangen bij de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 6.
- (9) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 8; in de Nederlandse versie wordt het opschrift van het onder 1^o voorkomend koninklijk besluit van 10 juli 1990 aangepast.
- (10) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 9, vervangen bij de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 7.
- (11) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 10.
- (12) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 11.
- (13) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 12, gewijzigd bij de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 8.
- (14) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 13, gewijzigd bij de ordonnantie van 8 december 1994, artikel 2, en de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 9.
- (15) Ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 10.
- (16) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikelen 14 en 15, vervangen bij de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 11.
- (17) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 16.
- (18) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 17; in het tweede lid, wordt de verwijzing naar artikel 11 vervangen door de verwijzing naar artikel 12.
- (19) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 18, gewijzigd bij de ordonnantie van 8 december 1994, artikel 3, en de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 15.
- (20) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 16; de woorden "van de coördinatiecommissie" worden weggelaten.
- (21) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 20, gewijzigd bij de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 12.
- (22) Ordonnantie van 17 juli 1991, artikel 21, gewijzigd bij de ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 13.
- (23) Ordonnantie van 5 juni 2008, artikel 14.

Table de concordance

Ordonnances coordonnées	Ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune	Ordonnance du 8 décembre 1994 portant modification de l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune	Ordonnance du 5 juin 2008 portant modification de l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune
Chapitre I ^{er} . Disposition préliminaire Art. 1 ^{er}	Art. 1 ^{er}	Art. 1 ^{er}	Art. 1 ^{er}
Chapitre II. Dispositions générales Art. 2 Art. 3	Art. 2 -	- -	Art. 2 Art. 3
Chapitre III. Commission de la santé Section I ^{re} . - Composition Art. 4 Section 2. - Missions Art. 5 Art. 6 Art. 7 Art. 8 Art. 9	Art. 3 Art. 4 Art. 5 Art. 6 Art. 7 Art. 8 Art. 9	- - - - - -	Art. 4 - - Art. 5 Art. 6 -
Chapitre IV. Commission de l'aide aux personnes Section I ^{re} . - Composition Art. 10 Section 2. - Missions Art. 11 Art. 12 Art. 13 Art. 14 Art. 15	Art. 9 Art. 10 Art. 11 Art. 12 Art. 13 -	- - - - -	Art. 7 - - Art. 8 Art. 9 Art. 10
Chapitre V. - Coordination Art. 16 -	Art. 14 Art. 15	- -	Art. 11 Art. 11
Chapitre VI. - Les membres des Commissions Art. 17 Art. 18 Art. 19 Art. 20 Art. 21	Art. 16 Art. 17 Art. 18 Art. 19 Art. 20	- - Art. 3 - -	- - Art. 15 - Art. 12
Chapitre VII. Fonctionnement Art. 22	Art. 21	-	Art. 13

Ordonnances coordonnées	Ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune	Ordonnance du 8 décembre 1994 portant modification de l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune	Ordonnance du 5 juin 2008 portant modification de l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune
Chapitre VIII. Disposition transitoire			
Art. 23	-	-	Art. 14
-	Art. 22	Art. 4	-
-	-	-	Art. 16
-	Art. 23	-	Art. 17

Concordantietabel

Gecoördineerde ordonnanties	Ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie	Ordonnantie van 8 december 1994 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie	Ordonnantie van 5 juni 2008 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
Hoofdstuk I. Voorafgaande bepaling	Art. 1	Art. 1	Art. 1
Hoofdstuk II. Algemene bepalingen	Art. 2 Art. 3	Art. 2 -	Art. 2 Art. 3
Hoofdstuk III. - Commissie voor gezondheidszorg	Art. 4	Art. 3	Art. 4
Afdeling 1. - Samenstelling			
Afdeling 2. - Opdrachten	Art. 5 Art. 6 Art. 7 Art. 8 Art. 9	Art. 4 Art. 5 Art. 6 Art. 7 Art. 8	- - - - -
Hoofdstuk IV. Commissie voor welzijnszorg	Art. 10	Art. 9	Art. 7
Afdeling 1. - Samenstelling			
Afdeling 2. - Opdrachten	Art. 11 Art. 12 Art. 13 Art. 14 Art. 15	Art. 10 Art. 11 Art. 12 Art. 13 -	- - - - -

Gecoördineerde ordonnanties	Ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie	Ordonnantie van 8 december 1994 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie	Ordonnantie van 5 juni 2008 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
Hoofdstuk V. - Coördinatie Art. 16 -	Art. 14 Art. 15	Art. 2 -	Art. 11 Art. 11
Hoofdstuk VI. De leden van de Commissies Art. 17 Art. 18 Art. 19 Art. 20 Art. 21	Art. 16 Art. 17 Art. 18 Art. 19 Art. 20	- - Art. 3 - -	- - Art. 15 - Art. 12
Hoofdstuk VII. - Werking Art. 22	Art. 21	-	Art. 13
Hoofdstuk VIII. Overgangsbepaling Art. 23 - - - -	- Art. 22 - Art. 23	- Art. 4 - -	Art. 14 - Art. 16 Art. 17



**COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2009 — 1038

[C — 2009/31127]

19 FEVRIER 2009. — Arrêté du Collège réuni fixant la composition et le fonctionnement des commissions instituées par les ordonnances relatives au Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune, coordonnées le 19 février 2009

Le Collège réuni,

Vu les ordonnances relatives au Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune, coordonnées le 19 février 2009, les articles 21 et 22, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Collège réuni du 14 novembre 1991 fixant la composition et le fonctionnement des commissions instituées par l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune, modifié par les arrêtés du Collège réuni des 18 juin 1992 et 4 mars 2004;

Vu les avis des bureaux de la Commission de l'Aide aux personnes et de la Commission de la Santé du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune, donnés respectivement les 29 octobre 2008 et 19 novembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 janvier 2009;

**GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2009 — 1038

[C — 2009/31127]

19 FEBRUARI 2009. — Besluit van het Verenigd College tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de commissies ingesteld bij de ordonnanties betreffende de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gecoördineerd op 19 februari 2009

Het Verenigd College,

Gelet op de ordonnanties betreffende de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gecoördineerd op 19 februari 2009, de artikelen 21 en 22, eerste lid;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van 14 november 1991 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de commissies ingesteld bij de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij de besluiten van het Verenigd College van 18 juni 1992 en 4 maart 2004;

Gelet op de adviezen van de bureaus van de Commissie voor Welzijnszorg en de Commissie voor Gezondheidszorg van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, respectievelijk gegeven op 29 oktober 2008 en 19 november 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 14 januari 2009;